

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lettre-de-protestation-de-parlementaires-francais-et-europeens-suite-a-la-nomination-de-M-Alvaro-Urbe-en-France>

# **Lettre de protestation de parlementaires français et européens suite à la nomination de M. Alvaro Uribe en France**

Date de mise en ligne : mercredi 9 mars 2011

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Nous, parlementaires français et européens, tenons à faire part de notre indignation suite à la nomination de l'ex-président colombien M. Alvaro Uribe Velez comme enseignant à l'École Nationale d'Ingénieurs de Metz (ENIM), en contre-partie des contrats juteux passés entre cette institution éducative et l'Etat colombien.

L'Union européenne et la France se revendiquent de la défense des droits de l'homme. Ce serait ajouter une nouvelle incohérence à l'accomplissement de ces objectifs politiques, et ce serait rendre un bien mauvais service à l'éducation de jeunes européens que d'accepter une telle nomination.

Nous tenons à rappeler le bilan des mandats de Monsieur Uribe en termes de droits de l'homme :

- M. Uribe a mis en place une politique controversée dite de « sécurité démocratique » visant officiellement à lutter contre l'insécurité et renforcer l'Etat de droit. Dans le contexte du conflit armé que connaît la Colombie depuis plus de 50 ans, celle-ci promet notamment aux soldats, primes et avantages pour chaque guérillero tué au combat. Cette « politique du chiffre » catastrophique a eu pour effet d'inciter les militaires à assassiner plus de 3000 civils innocents, issus de quartiers pauvres, afin de les déguiser et de les présenter comme « guérilleros morts au combat »

- De nombreuses affaires de corruption, d'assassinat et les révélations conséquentes à la mise en oeuvre de la loi « Justice et paix » ont permis de mettre en évidence les liens forts existant entre les escadrons de la mort (paramilitaires) liés à la mafia et la famille politique de M.Uribe. Plus de 120 politiciens proches de son gouvernement ont été mis en examen et plusieurs dizaines d'entre eux ont déjà été condamnés pour ces liens criminels. M. Mario Uribe, cousin et associé politique de l'ex-président, vient d'être condamné à sept années et demi de prison pour s'être allié et avoir utilisé ces organisations criminelles afin de faciliter son élection au parlement national et pour s'approprié illégalement une grande quantité de terres fertiles.

- La Colombie est aujourd'hui le 2ème pays (derrière le Soudan) qui compte le plus de déplacés internes au monde. Bien que ce phénomène ait commencé avant l'arrivée au pouvoir de M. Alvaro Uribe, on estime qu'environ 2,4 millions de personnes ont été déplacées durant son mandat. On dénombre par ailleurs l'existence de plus de mille fosses communes en Colombie. Une zone d'enfouissement de plus de 2000 corps non identifiés, « alimentée » par les militaires depuis 2005, a été récemment mise à jour dans le département du Meta. Dans d'autres régions, des rapports font état de l'existence de fours crématoires pour faire disparaître les corps des victimes.

- De nombreuses affaires de corruption impliquant le gouvernement et la famille politique de M. Uribe ont émaillé son mandat. A titre d'exemple aujourd'hui son ex-ministre de l'agriculture est mis en examen pour avoir détourné d'énormes sommes d'argent de leur objectif initial (aides à la petite paysannerie) au profit de grands propriétaires terriens et pour contribuer indirectement au financement de la réélection de M. Uribe.

- Sous la présidence de M. Uribe, les services secrets colombiens (DAS) ont été utilisés pour espionner, persécuter, menacer, stigmatiser et attaquer des défenseurs de droits humains, des syndicalistes, des opposants politiques, des journalistes, et la Cour Suprême de Justice ; la récente découverte de documents internes du DAS a même permis de révéler la volonté de surveiller et de discréditer la Sous-Commission des droits humains du Parlement européen, le Bureau du Haut-commissaire aux droits humains de l'ONU, et les ONGs de défense de droits humains. Parmi ces organisations ou personnes, nombreuses sont celles qui ont été explicitement désignées par l'ex-président comme « vitrine intellectuelle » des FARC, les mettant de ce fait en danger de mort.

La nomination de M. Uribe au poste de « professeur des universités » à l'ENIM n'est pas fortuite. Elle survient après l'attribution par l'administration colombienne alors que M. Uribe en était encore le président, de contrats pour de la modernisation de centres de formation colombiens (SENA). Monsieur Uribe avait du reste déjà été nommé « Ingénieur Honoris Causa de l'ENIM » à cette occasion. Rattrapé dans ces graves affaires dans son pays, il avait déjà tenté de se donner une respectabilité en se faisant nommer professeur à l'Université de Georgetown (USA). Mais cette tentative avait suscité un fort rejet de la part du milieu universitaire et de la société civile des Etats-Unis.

Nous appelons aujourd'hui toutes les citoyennes et tous les citoyens français-e-s et européen-ne-s à faire de même aujourd'hui en dénonçant avec nous la nomination de M. Alvaro Uribe à l'ENIM, et nous exigeons de cette institution éducative qu'elle rompe au plus tôt ce contrat qui lui fait honte.

Nous estimons que le système éducatif européen ne peut servir à blanchir des personnes ayant commis des violations des droits de l'homme, et que Monsieur Uribe doit répondre de celles dont il est responsable devant la justice colombienne, ou à son défaut, devant la Cour pénale internationale.

### **Signataires :**

**Jürgen Klute**, député Européen, Allemagne, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.

**Jean-Luc Mélenchon**, député Européen, France, Vice-président Commission des affaires étrangères.

**Nikolaos Chountis**, député Européen, Grèce, Commission des affaires économiques et monétaires.

**Martine Billard**, députée française, Vice présidente du Groupe d'Amitié France-République de Colombie.

**Marie-Christine Vergiat**, députée Européenne, France, Sous-commission de Droits de l'Homme.

**Cornelia Ernst**, députée Européenne, Allemagne, Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures.

**Gabriele Zimmer**, députée Européenne, Allemagne, Commission du développement.

**Eva-Britt Svensson**, députée Européenne, Suède, Présidente de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres.

**Georgios Toussas**, député Européen, Grèce, Commission des transports et du tourisme

**Charalampos Angourakis**, député Européen, Grèce, Commission du développement régional.

**Bairbre de Brún**, députée Européenne, Royaume-Uni, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

**Thomas Händel**, député Européen, Allemagne, Commission de l'emploi et des affaires sociales.

**Willy Meyer**, député Européen, Espagne, Vice-président de la Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.

**Sabine Wils**, députée Européenne, Allemagne, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

**Helmut Scholz**, député Européen, Allemagne, Commission du commerce international.

**Catherine Grèze**, députée Européenne, France, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.

**Yves Cochet**, député français, Secrétaire de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

**Sabine Losing**, députée Européenne, Allemagne, Commission des affaires étrangères.

**Miguel Portas**, député Européen, Portugal, Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale.

**Jacky Henin**, député Européen, France, Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.

**Raül Romeva Rueda**, député Européen, Espagne, Délégation à l'Assemblée parlementaire EUROLAT.

**Dominique Voynet**, parlementaire française, Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**Noël Mamère**, député français, Secrétaire de la commission des lois.

**Francois de Rugy**, député français, Secrétaire de l'Assemblée nationale.

**Jean Desessard**, parlementaire français, Commission des affaires sociales.

**Ivan Renar**, parlementaire français, Vice-Président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

**Marie-Christine Blandin**, parlementaire française, Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

**Michel Billout**, parlementaire français, Vice-Président de la commission des affaires européennes.

**Alima Boumediene-Thierry**, parlementaire française, Membre de la commission des affaires européennes.

**Anny Poursinoff**, députée française, Membre de la commission des affaires économiques.

**Pascal Canfin**, député European, France, Commission des affaires économiques et monétaires.

**Parement européen**, le 9 mars 2011